

LE BURUNDI : UN AUTRE GENOOCIDE, UN AUTRE ATTENTISME INTERNATIONAL¹



Des miliciens imbonerakuri dans l'un des quartiers de Bujumbura utilisés pour la violence.

Le Burundi, ce petit pays coincé sur le flanc est de l'Afrique est depuis plus de six mois à la une pour sa situation sociopolitique effervescente. Mais plus grave encore, ce pays de plus de 10 millions d'habitants hiérarchisés en groupes ethniques hutu et tutsi selon la constitution et considérations historiques, est au bord du gouffre puisque un génocide s'y prépare et s'y commet à ciel ouvert et sous l'observation naïve de la communauté internationale se limitant à des condamnations inactives. Il s'observe que le génocide de 1994 au Rwanda voisin n'a pas servi de leçons et que « Never again » lancé par les Nations Unies n'est qu'un slogan diplomatique. L'histoire est en perpétuelle recommencement et les mêmes erreurs se répètent dans cette partie de l'Afrique centrale.

¹ Dr Pierre Damien HABUMUREMYI, Président du Centre pour la Paix, la Gouvernance Démocratique et le Développement (CPDG), Ancien Premier Ministre du Rwanda, Chancelier des Héros et des Ordres Nationaux.

Tout a commencé par les manœuvres du Président NKURUNZIZA et son entourage du Parti CNDD-FDD de confisquer le pouvoir à la fin de son mandat malgré la contestation populaire. Fin juillet 2015, le Président Nkurunziza avait fini pourtant par être réélu pour un troisième mandat et à s'imposer par la force mais la situation sociopolitique et sécuritaire du pays a continué à se dégrader avec un risque de glissement évident vers un autre génocide du siècle.

Comme tout génocide, tout commence par la planification, l'identification de l'ennemi et du bouc émissaire ainsi que la propagande de la haine et la diabolisation de l'ennemi identifié qui s'accompagne par l'élimination ciblée de l'indésirable. Au Burundi déjà, il n'y a plus beaucoup de medias internationaux pour informer l'opinion, tandis que la plupart des journalistes indépendants locaux ont fui leur pays et qu'une répression féroce s'abat désormais sur ceux qui sont identifiés comme contestataires du régime du Président Nkurunziza, avec une mention spéciale du groupe tutsi et des hutus de l'opposition. Déjà, on dénombre plus de 200 morts depuis le début de la crise et le nombre de victimes ne cesse de s'alourdir bien que même la mort d'une seule personne dans de telles circonstances ne doive pas être tolérée. Le nombre important de réfugiés qui ont fui le Burundi ne cesse de s'augmenter et dépasse le chiffre de 180,000, entassés dans des camps de réfugiés en République Démocratique du Congo, en Tanzanie, au Rwanda et en Ouganda.

Au Burundi, chaque jour apporte son lot de meurtres sélectifs et les autorités politiques alternent des discours à propos inquiétants et incendiaires. Ce qui pourrait préparer la population et l'inciter à un massacre généralisé des groupes ethnique et idéologique ciblés.

Dans beaucoup de quartiers surtout de Bujumbura, la capitale, comme Mutakura, Cibitoke, Ngagara, Kamenge mais aussi Musaga, les gens surtout les Tutsi et ceux de l'opposition ont peur de massacres, beaucoup d'entre eux veulent fuir mais sans savoir où aller puisque ceux qui pourraient les accueillir dans d'autres quartiers plus protégés ont désormais peur eux aussi d'être tués, s'ils abritent ceux qui fuient leurs domiciles. C'est un cri d'alarme qui doit être sensible aux

Burundais d'abord, aux pays de la région et de la communauté internationale pour agir dans les meilleurs délais et protéger les victimes.



Le conflit burundais a déjà fait beaucoup de victimes, ici l'enterrement d'un étudiant, tué par la police selon ses proches.

En réalité, la situation génocidaire au Burundi mérite une attention particulière sans trop attendre car la peur et la souffrance qui planent sur les victimes restent évidentes à travers les appels qui répètent les mêmes scènes d'horreur. Les victimes par nombre important chaque jour représentés par les corps ensanglantés, mutilés et abandonnés sur les trottoirs ou devant les maisons rappellent les scènes d'horreur vécues au Rwanda en 1994 avec le génocide perpétré contre les Tutsi.

Au Burundi, qu'on ne se trompe pas, la situation est explosive malgré les discours de camouflage de pacification de certaines hautes autorités politiques du pays. Même s'il y a cette propagande d'une résurgence d'une guérilla organisée, partout dans ce pays, qui avait connu une longue période de guerre civile à forte connotation ethnique hutu-tutsi, ce n'est peut-être pas cette résurgence de la guerre civile qui est dans l'immédiat à craindre. Même si elle est utilisée pour justifier la répression, il faut plutôt être alerté et sensible à ce qui se passe en ce moment au Burundi, car cela présage du début d'un génocide sans équivoque.

Au début de la crise politique, le régime a tenté de faire resurgir le démon du clivage ethnique hutu-tutsi mais sans trop de succès, car la contestation était d'abord unanime, mobilisant aussi les jeunes générations de Hutus privés de perspectives suite à l'accaparement des richesses par le clan au pouvoir. Mais au fur et à mesure, la répression du pouvoir s'est orientée vers les ennemis ciblés appelés : « les ennemis intérieurs, c'est-à-dire les Tutsi et les traîtres hutus de l'opposition ». Le paroxysme a été atteint avec le discours de Révérend Ndikuryayo, l'actuel Président du Sénat, qui révélait un projet monstrueux, macabre et génocidaire. Ce haut responsable de l'Etat prévenait les chefs de quartier auxquels il s'adressait : « si vous entendez le signal avec une consigne que ça doit se terminer, les motions et les pleurs n'auront pas de place ». Comme cela ne suffisait pas, il a enfoncé le clou : « Vous verrez la différence ! Les policiers se cachent actuellement pour se mettre à l'abri des grenades mais vous allez voir la différence le jour où ils recevront le message pour **travailler** ». Il a invité ces chefs de quartiers à identifier « les éléments qui ne sont pas en ordre » avant que les policiers et les miliciens ne passent à l'action sous le vocable « travailler ».

Ainsi donc, que le monde ne soit pas dupe, tous les ingrédients sont là pour que le Burundi sombre dans la tragédie du génocide. L'identification de groupes de populations à risques sur base ethnique et idéologique ainsi que la propagande de la haine qui s'y accompagne et surtout cette planification avec ce langage codé de « travailler », c'est-à-dire tuer, les massacres sélectifs exécutés au grand jour, ainsi que la préparation des éléments de la police et les milices imbonerakuri, présage que la situation de génocide au Burundi est sans retour s'il n'y a pas d'interventions urgentes et coordonnées de la part de la force régionale, africaine et internationale.

Le Centre pour la Paix, la Gouvernance Démocratique et le Développement appelle à la communauté internationale à renoncer à l'indifférence et à l'indécision, et à agir plus vite pour éviter le sommet de l'horreur au Burundi. Sinon tout le monde sera coupable !